ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 janvier 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public", a donné le 11 mars 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 januari 1998 door de Minister Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen", heeft op 11 maart 1998 het volgende advies gegeven :

Examen de l'avant-projet

Dispositif

Article 3

Les définitions du "plan régional" et de la "dotation générale" sont superflues et doivent donc être omises. Mieux vaut remplacer les mots "plan régional" par ceux de "plan régional de développement" dans chaque article du projet de texte qui utilise ce terme (cf. les articles 15 et 17).

Le terme "Pentagone" est utilisé exclusivement à l'article 25, alinéa 3, 2°, du texte en projet. Sa définition sous l'article 3 est donc également superflue et doit être omise.

En outre, le 1° doit être omis car il vise une notion bien connue. Quant au début du premier triennat, il peut être précisé dans le dispositif de l'article 6.

En conséquence, l'article 3 doit être omis. La numérotation des articles suivants et les références faites à l'article 3 doivent être adaptées en conséquence dans l'ensemble du projet.

Article 5 (devenant l’article ...)

Au 7˚, on écrira "personnes morales de droit public" au lieu de "personnes de droit public". La même remarque vaut pour les articles 7, § 2 et 11, § 3, ainsi seront mis en concordance les textes français et néerlandais des articles précités.

Article 7 (devenant l’article ...)

La division en paragraphes n’est pas justifiée. On adaptera en conséquence le paragraphe 2, en projet, en écrivant "non visés à l’alinéa 1er" au lieu de "non visés au paragraphe premier".

Article 8 (devenant l’article ...)

L’alinéa 3 prévoit que, parmi les ressources du "service régional de financement des investissements communaux", figurent

> "les remboursements dûs en vertu de l’article 20 par les communes, les centres publics d’aide sociale et les fabriques d’églises et consistoires".

Or, il résulte tant de l’alinéa 4 du même article que de l’article 7, § 1er, que des subsides ne pourront être liquidés par "le service" que dans les limites de la dotation triennale d’investissements et de la dotation triennale de développement qui constituent les autres ressources du service.

Il paraît, dès lors, inutile de prévoir que les remboursements seront affectés au service puisque ce dernier ne pourra utiliser cette ressource pour payer des subsides.

Article 10 (devenant l'article ...)

Le 2° serait mieux rédigé comme suit:

"2° s'il s'agit d'une commune, une liste des investissements qu'elle désire exécuter dans le cadre de la dotation triennale de développement conformément à l'article 15;".

Article 12 (devenant l'article ...)

A l'alinéa 1er, mieux vaut écrire :

"Dans les trente jours de leur réception, le Gouvernement examine les programmes triennaux d'investissement et leurs éventuelles modifications".

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "... émettre des observations quant à leur légalité.".

Article 14 (devenant l'article ...)

On remplacera les mots "l'entrée en vigueur de" par les mots "le début de".

Article 17 (devenant l'article ...)

Sous le chapitre VII, l'article 17 doit être remplacé par cinq articles différents de manière à rendre le texte plus lisible. Chaque alinéa deviendrait un article sauf les deux derniers alinéas qui formeraient un article distinct.

Les références à l'article 17 devront être adaptées en conséquence pour tenir compte de sa division en plusieurs articles distincts.

Il faudra également renuméroter les articles 18 et suivants.

A l'alinéa 2, 3°, a), on écrira "ou si celui-ci prévoit la création d'un espace vert à cet endroit" plutôt que "ou que le plan régional prévoit la création d'espace vert à cet endroit".

Le dernier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Par contre, ne sont pas subsidiables les travaux et les études qui sont déjà subsidiables soit en vertu de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier, soit en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers".

Articles 18 à 21 (devenant les articles ...)

Les articles 18 et suivants du projet décrivent une procédure d'octroi du subside qui implique une double intervention gouvernementale.

La première décision doit précéder la mise en concurrence du marché et la seconde la mise en travaux.

Pour ces décisions, le projet emploie respectivement les termes de "promesse de principe de l'octroi du subside" et de "promesse ferme de subsides". Ces expressions ne sont pas très heureuses car elles sont susceptibles d'induire en erreur sur la portée des décisions.

En réalité, la première demande, si elle satisfait aux conditions prévues par l'article 19, a pour effet d'ouvrir le droit au subside à concurrence d'un montant fixé provisoirement en fonction de l'évaluation du coût des investissements.

La transmission au Gouvernement de l'analyse des offres et de la proposition de désignation de l'adjudicataire, permet au Gouvernement de fixer le montant du subside auquel l'investissement projeté donne droit.

Mieux vaut, dès lors, formuler (l'article 18) comme suit :

"Art. ... Le Gouvernement fixe la composition des dossiers de demandes à introduire conformément aux articles 21 et 22, la nature des pièces justificatives ... (la suite comme au projet).".

A l’article 19, alinéas 1er, 2, 3 et 4, les mots "de promesse de principe d’octroi" seront supprimés.

A l’alinéa 1er du même article, on remplacera les mots "visés à l’article 17", par les mots "visés à l’article 17, alinéas 2, 3 et 4".

Au 8°, mieux vaut écrire "l’organe qualifié pour représenter les autres demandeurs" plutôt que "l’organe représentatif des autres demandeurs". La même remarque vaut pour l’article 22, 3°.

A l’alinéa 2 du même article, on remplacera les mots "pour autant que l’urgence soit valablement invoquée par le demandeur" par les mots "en cas d’urgence motivée par le demandeur".

A l’article 21, alinéas 1er et 2, les mots "promesse de principe" seront remplacés par les mots "accord de principe".

A l’alinéa 1er du même article, le mot "dépôt" sera remplacé par le mot "réception", pour respecter la terminologie utilisée par l’article 4.

L’alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit:

"Dans un délai de cinquante jours qui suit la réception de la proposition de désignation de l’adjudicataire, le Gouvernement notifie le refus ou l’octroi du subside accompagné de l’autorisation de mise en travaux. L’absence de décision du Gouvernement dans ce délai vaut octroi du

subside. Le Gouvernement dispose néanmoins d'un délai de cinquante jours pour notifier le montant du subside. Passé ce délai, le montant du subside est le montant fixé conformément à l'alinéa 1er.".

A l'alinéa 4, on remplacera les mots "de la promesse ferme de subside" par les mots "de l'octroi du subside".

Enfin, il convient de préciser les motifs pour lesquels le subside pourrait être refusé lorsque le Gouvernement a donné un accord de principe et que le demandeur a transmis dans le délai prescrit l'analyse des offres et la proposition de désignation de l'adjudicataire.

Article 22 (devenant l'article ...)

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Une demande de subside pour la réalisation d'études visées à (l'article 17, alinéa 5), est recevable si :

1° elle est conforme aux dispositions prévues par la présente ordonnance, ainsi qu'aux dispositions opposables au demandeur;

2° elle est accompagnée de la demande de subside portant sur l'investissement auquel l'étude se rapporte;

3° elle a été approuvée, soit par le conseil communal si elle émane des demandeurs visés à l'article 5, 1°, 3° et 4°, soit par l'organe qualifié pour représenter les autres demandeurs".

Article 23 (devenant l'article ...)

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Dans un délai de cinquante jours qui suit le dépôt de la demande de subside visée à l'article 22, le Gouvernement notifie l'octroi ou le refus du subside.

L'absence de décision du Gouvernement dans ce délai vaut octroi du subside. Le Gouvernement dispose néanmoins d'un délai supplémentaire de cinquante jours pour notifier le montant du subside. Passé ce délai, le montant du subside est le montant demandé.".

Article 25 (devenant l'article ...)

Mieux vaut remplacer, dans les alinéas 1er et 2, le mot "investissements" par les mots "travaux et études".

A l'alinéa 1er, on remplacera les mots "repris dans les programmes triennaux d'investissement" par les mots "émargeant à la dotation triennale d'investissement".

A l'alinéa 2, les mots "et qui portent sur les investissements visés à l'article 17" sont superflus.

A l'alinéa 3, 2°, mieux vaut remplacer les mots "dans le Pentagone" par les mots "sur le territoire circonscrit par les boulevards constituant la petite ceinture".

Article 27 (devenant l'article ...)

Au 2°, dernier alinéa, mieux vaut remplacer les termes "sur base du coût de celle-ci ... (la suite comme au projet), par les termes "sur la base d'indemnités convenues ou fixées par les cours et tribunaux".

Article 29 (devenant l'article ...)

L'alinéa 1er, 1°, doit être rédigé comme suit :

"L'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de wateringues, modifié par les arrêtés royaux des 23 janvier 1951, 26 septembre 1951, 1er juillet 1952, 12 décembre 1955, 1er février 1960, 2 juin 1961, 13 décembre 1966, 26 mars 1969, 12 septembre 1969, 17 juillet 1970, 23 novembre 1971, 22 février 1974, 20 décembre 1976, 4 avril 1980, 28 juillet 1980, 23 juillet 1981, par les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale des 6 décembre 1990 et 29 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 13 novembre 1997".

Il convient d’attirer l’attention de l’auteur du projet sur les conséquences de l’abrogation de l’arrêté du Régent précité, spécialement sur l’abrogation implicite de l’arrêté ministériel du 8 juillet 1982 relatif à l’application de l’arrêté du Régent du 2 juillet 1949 en matière d’octroi de subsides pour travaux de distribution d’eau exécutés dans la Région bruxelloise par des pouvoirs subordonnés ou des personnes morales assimilées ou à leur initiative.

Article 31 (devenant l’article ...)

Il convient de prévoir également une disposition transitoire pour le délai fixé à l’article 11, § 2.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Onderzoek van het voorontwerp

Bepalend gedeelte

Artikel 3

De definities van het "gewestelijk plan" en van de "algemene dotatie" dienen als overbodig te vervallen. Het zou beter zijn de woorden "gewestelijk plan" te vervangen door de woorden "gewestelijk ontwikkelingsplan" in elk artikel van het tekstontwerp waarin die term wordt gebezigd (cfr. de artikelen 15 en 17).

Het woord "Vijfhoek" wordt uitsluitend gebruikt in artikel 25, derde lid, 2°, van de ontworpen tekst. De definitie ervan in artikel 3 dient dus eveneens als overbodig te vervallen.

Bovendien behoort onderdeel 1° te vervallen daar het verwijst naar een welbekend begrip. Wanneer de eerste driejarige periode aanvangt, kan worden vermeld in het dispositief van artikel 6.

Artikel 3 moet bijgevolg vervallen. De volgende artikelen en de verwijzingen naar artikel 3 moeten in het gehele ontwerp dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 5 (dat artikel ... wordt)

In onderdeel 7° schrijve men in de Franse tekst "personnes morales de droit public" in plaats van "personnes de droit public". Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7, § 2 en 11, § 3; zodoende worden de Nederlandse en Franse tekst van de voormelde artikelen in overeenstemming gebracht.

Artikel 7 (dat artikel ... wordt)

Er is geen reden om het artikel in te delen in paragrafen. De ontworpen paragraaf 2 moet bijgevolg worden aangepast door "niet bedoeld in het eerste lid" te schrijven in plaats van "niet bedoeld in § 1".

Artikel 8 (dat artikel ... wordt)

Het derde lid bepaalt dat tot de financiële middelen van de "gewestelijk dienst voor de financiering van de gemeentelijke investeringen" behoren :

> "de terugbetalingen die krachtens artikel 20 verschuldigd zijn door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de kerkfabrieken en consistories".

Zowel uit het vierde lid van hetzelfde artikel als uit het artikel 7, § 1, blijkt evenwel dat door de "de dienst" subsidies alleen kunnen worden toegekend binnen de perken van de driejarige investeringsdotatie en de

driejarige ontwikkelingsdotatie, die de andere middelen van de dienst vormen.

Bijgevolg laat het zich aanzien dat het zinloos is te bepalen dat de terugbetalingen bestemd zijn voor de dienst, aangezien deze die inkomsten niet zal kunnen gebruiken om subsidies te betalen.

Artikel 10 (dat artikel ... wordt)

Het zou beter zijn onderdeel 2° als volgt te redigeren :

"2° indien het een gemeente betreft, een lijst van de investeringen die ze wenst te doen in het kader van de driejarige ontwikkelingsdotatie overeenkomstig artikel 15;".

Artikel 12 (dat artikel ... wordt)

In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven :

"De Regering onderzoekt de driejarige investeringsplannen en de eventuele bijbehorende wijzigingen binnen dertig dagen na ontvangst ervan".

In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven : "... opmerkingen maken over de wettigheid ervan.".

Artikel 14 (dat artikel ... wordt)

De woorden "de inwerkingtreding van" dienen vervangen te worden door de woorden "aan het begin van".

Artikel 17 (dat artikel ... wordt)

In hoofdstuk VII moet artikel 17 vervangen worden door vijf verschillende artikelen om de tekst leesbaarder te maken. Elk lid zou een artikel worden, behalve de twee laatste leden die een afzonderlijk artikel zouden vormen.

De verwijzingen naar artikel 17 zullen dienovereenkomstig moeten worden aangepast, om rekening te houden met de indeling ervan in verscheidene afzonderlijke artikelen.

Bovendien zullen de artikelen 18 en volgende moeten worden vernummerd.

In het tweede lid, 3°, a), schrijve men "of indien dit plan voorziet in de aanleg van een groene ruimte op die plaats" in plaats van "of voor zover het gewestelijk plan in de aanleg van een groene ruimte op deze plaats voorziet".

Het laatste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De werken en studies die reeds in aanmerking komen voor subsidie krachtens de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed ofwel krachtens de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van

de herwaardering van de wijken, komen daarentegen niet in aanmerking voor subsidie".

Artikelen 18 tot 21
(die de artikelen ... worden)

De artikelen 18 en volgende van het ontwerp beschrijven een procedure voor de toekenning van de subsidie die een tweevoudig regeringsoptreden impliceert.

De eerste beslissing moet voorafgaan aan het uitschrijven van de aanbesteding van de opdracht en de tweede aan de uitvoering van de werken.

Voor die beslissingen worden in het ontwerp respectievelijk de woorden "principiële subsidietoezegging" en "vaste subsidietoezegging" gebruikt. Die uitdrukkingen zijn niet erg geslaagd daar ze misleidend kunnen zijn wat de strekking van de beslissingen besterft.

In werkelijkheid heeft de eerste aanvraag, indien ze voldoet aan de in artikel 19 gestelde voorwaarden, tot gevolg het recht op subsidie open te stellen ten belope van een bedrag dat voorlopig vastgesteld wordt op basis van de raming van de investeringskosten.

Het aan de Regering toezenden van het onderzoek van de offertes en van het voorstel tot aanwijzing van de aannemer, stelt de regering in staat het bedrag vast te stellen van de subsidie waarop de geplande investering recht geeft.

Het zou bijgevolg beter zijn (artikel 18) als volgt te formuleren :

"Art ... De Regering bepaalt de samenstelling van de dossiers inzake aanvragen die ingediend moeten worden overeenkomstig de artikelen 21 en 22, de aard van de bewijsstukken ... (voorts zoals in het ontwerp).".

In artikel 19, eerste, tweede, derde en vierde lid, dienen de woorden "principiële subsidietoezegging" vervangen te worden door het woord "subsidie".

In het eerste lid van hetzelfde artikel dienen de woorden "bedoeld in artikel 17" vervangen te worden door de woorden "bedoeld in artikel 17, tweede, derde en vierde lid".

In onderdeel 8° zou het beter zijn te schrijven "het orgaan dat bevoegd is om de andere aanvragers te vertegenwoordigen" veeleer dan "het orgaan dat de andere aanvragers geldig vertegenwoordigt". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 22, 3°.

In het tweede lid van hetzelfde artikel dienen de woorden "voor zover de hoogdringendheid geldig ingeroepen wordt door de aanvrager" vervangen te worden door de woorden "in geval van door de aanvrager gemotiveerde spoed".

In artikel 21, eerste en tweede lid, dienen de woorden "principiële toezegging van" vervangen te worden door de woorden "principiële instemming met".

In het eerste lid van hetzelfde artikel dient het woord "indienen" vervangen te worden door het woord "ontvangen" om overeenstemming te bewerken met de in artikel 4 gebruikte terminologie.

Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Binnen een termijn van vijftig dagen na ontvangst van het voorstel tot aanwijzing van de aannemer, geeft de Regering kennis van de weigering of de toekenning van de subsidie met bijkomende vergunning voor de uitvoering van de werken. Het ontbreken van een beslissing zijdens de Regering binnen die termijn, geldt als toekenning van de subsidie. De Regering beschikt niettemin over een termijn van vijftig dagen om kennis te geven van het bedrag van de subsidie. Na het verstrijken van die termijn is het bedrag van de subsidie het overeenkomstig het eerste lid vastgestelde bedrag;".

In het vierde lid dienen de woorden "ontvangst van de vaste subsidietoezegging" vervangen te worden door de woorden "kennisgeving van de toekenning van de subsidie".

Ten slotte dient te worden gepreciseerd op grond waarvan de subsidie zou kunnen worden geweigerd wanneer de Regering haar principiële instemming heeft betuigd en de aanvrager het onderzoek van de offertes en het voorstel tot aanwijzing van de aannemer binnen de gestelde termijn heeft toegezonden.

Artikel 22 (dat artikel ... wordt)

Het eerste lid zou beter als volgt worden gerediGeerd :

"Een aanvraag om subsidie voor het maken van studies als bedoeld in (artikel 17, vijfde lid) is ontvankelijk indien ze :

1° in overeenstemming is met het bepaalde in deze ordonnantie, alsmede met de bepalingen die aan de aanvrager kunnen worden tegengeworpen;

2° vergezeld gaat van de aanvraag om subsidie voor de investering waarop de studie betrekking heeft;

3° goedgekeurd is, ofwel door de gemeenteraad, indien ze uitgaat van de aanvragers bedoeld in artikel 5, 1°, 3° en 4°, ofwel door het orgaan dat bevoegd is om de andere aanvragers te vertegenwoordigers.".

Artikel 23 (dat artikel ... wordt)

Die bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Binnen een termijn van vijftig dagen na het indienen van de aanvraag om subsidie bedoeld in artikel 22, geeft de Regering kennis van de toekenning of de weigering van de subsidie.

.../...

Het ontbreken van een beslissing zijdens de Regering binnen die termijn, geldt als toekenning van de subsidie. De Regering beschikt niettemin over een bijkomende termijn van vijftig dagen om kennis te geven van het bedrag van de subsidie. Na het verstrijken van die termijn wordt het aangevraagde bedrag het bedrag van de subsidie.".

Artikel 25 (dat artikel ... wordt)

Het zou beter zijn in het eerste en tweede lid het woord "investeringen" te vervangen door de woorden "werken en studies".

In het eerste lid dienen de woorden "die in de driejarige investeringsprogramma's opgenomen zijn", te worden vervangen door de woorden "die ten laste komen van de driejarige investeringsdotatie".

In het tweede lid zijn de woorden "en dat betrekking heeft op de investeringen bedoeld in artikel 17" overbodig.

In het derde lid, 2°, zou het beter zijn de woorden "in de Vijfhoek" te vervangen door "op het grondgebied dat omgrensd wordt door de lanen die de kleine ring vormen".

Artikel 27 (dat artikel ... wordt)

In onderdeel 2˚, laatste lid, zou het beter zijn de woorden "op basis van de kostprijs van de onteigening" te vervangen door de woorden "op grond van de door de hoven en rechtbanken vastgestelde vergoedingen".

Artikel 29 (dat artikel ... wordt)

Het eerste lid, 1˚, moet als volgt worden gerediGeerd :

"Het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 januari 1951, 26 september 1951, 1 juli 1952, 12 december 1955, 1 februari 1960, 2 juni 1961, 13 december 1966, 26 maart 1969, 12 september 1969, 17 juli 1970, 23 november 1971, 22 februari 1974, 20 december 1976, 4 april 1980, 28 juli 1980, 23 juli 1981, bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 december 1990 en 29 april 1993 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 13 november 1997".

De steller van het ontwerp dient te worden gewezen op de gevolgen die de opheffing van het voormelde Regentsbesluit heeft, inzonderheid op de impliciete opheffing van het ministeriële besluit van 8 juli 1982 betreffende de toepassing van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 inzake de subsidiëring van waterleidingswerken die in het

Brussels Gewest door of op initiatief van ondergeschikte besturen of ermee gelijkgestelde rechtspersonen worden uitgevoerd.

Artikel 31 (dat artikel ... wordt)

Er behoort tevens te worden voorzien in een overgangsbepaling voor de in artikel 11, § 2 vastgestelde termijn.

Slotopmerkingen

Op de Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is uit een oogpunt van wetgevingstechniek of correct taalgebruik een en ander aan te merken. Bij wijze van voorbeeld worden hieronder een aantal tekstvoorstellen gedaan.

Indieningsbesluit

Het indieningsbesluit zou aldus gesteld moeten worden :

"De Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de plaatselijke besturen behoren, is gelast in naam van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Artikel 2

De woorden "gaat ... over" zijn overbodig en verkeerd gebruikt omdat "overgaan tot iets" inhoudt dat tevoren een andere handeling volbracht is.

Artikel 5

De constructie "Kunnen in aanmerking komen ..." is in strijd met het Nederlandse taaleigen.". Een soortgelijke opmerking geldt voor de constructie "Worden opgeheven : "in artikel 29.

Artikel 6

In het eerste lid zijn de woorden "voorzien in" onjuist gebruikt. Men schrijve "uitgetrokken op".

Artikel 7

In paragraaf 2, die het derde lid wordt, is het klakkeloos uit het Frans vertaalde begrip "het uitoefenen van de lekenmoraal" onnederlands, omdat een moraal niet kan worden uitgeoefend. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 8

In het eerste lid schrijve men, overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is in de wetgevingstechniek : "hierna te noemen : de dienst" in plaats van "hierna 'de dienst' genoemd" en "gecoördineerd" in plaats van "samengeordend".

Artikel 11

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "uiterlijk" en niet "ten laatste". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In paragraaf 1, tweede lid, is het woord "overgemaakt" in deze context verkeerd gebruikt, aangezien er geen sprake is van het overmaken van geld. Een soortgelijke opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

In paragraaf 2 ontbreekt het woord "hun" vóór de woorden "driejarig investeringsprogramma" en het woord "aan" vóór de woorden "het begin". Bovendien zijn de woorden "waarvan ze afhangen" verkeerd gebruikt in plaats van "waaronder ze ressorteren". Deze laatste opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 17

Het tot tweemaal toe gebezigde woord "stadsmeubilair" staat niet in Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal. Daarin staat echter wel "straatmeubilair".

Artikel 19

In het laatste lid, 2˚, is de klakkeloos uit het Frans vertaalde formulering "mededingingsprocedure der werken" onjuist en nietszeggend. Het zou beter zijn ze te vervangen door "aanbesteding der werken".

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou grondig herzien moeten worden. Om een correcter taalgebruik te bereiken, zou bijvoorbeeld gewerkt kunnen worden met de handleiding "Correct Taalgebruik", door W. Penninckx en P. Buyse, uitgeverij UGA.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	J.-J. STRYCKMANS,	président, voorzitter,
	Y. KREINS, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPEREE, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS